

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 2916

[C – 2011/29546]

20 OKTOBER 2011. — Decreet tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 542 van 31 maart 1987 houdende de organisatie, de werking en het beheer van de rijksuniversitaire ziekenhuizen van Gent en Luik (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit nr. 542 van 31 maart 1987 houdende de organisatie, de werking en het beheer van de rijksuniversitaire ziekenhuizen, van Gent en Luik, wordt gewijzigd als volgt :

« De raad van bestuur kiest, onder de leden bedoeld bij § 1, eerste lid, 1^o, een voorzitter en één of meerdere ondervoorzitter(s). ».

Art. 2. Artikel 4, § 3, van het koninklijk besluit nr. 542 van 31 maart 1987 houdende de organisatie, de werking en het beheer van de rijksuniversitaire ziekenhuizen, van Gent en Luik, wordt gewijzigd als volgt :

« § 3 – Eén van de ondervoorzitters vervangt de voorzitter als deze afwezig of verhinderd is. ».

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 oktober 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,

A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

(1) *Zitting 2010-2011*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 237-1.- Verslag, nr. 237-2.

Zitting 2011-2012

Integrale verslagen. - Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 oktober 2011.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2011 — 2917

[C – 2011/29549]

29 SEPTEMBRE 2011. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'établissement de la correspondance des titres délivrés par l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises et le Service formation petites et moyennes entreprises créé au sein des Services du Collège de la Commission communautaire française et leurs réseaux de centres de formation avec les titres délivrés par l'enseignement obligatoire ou de promotion sociale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 8 janvier 2009 portant assentiment à l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 mai 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 juin 2011;

Vu le protocole de négociation du 4 juillet 2011 du Comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'Enseignement et des Centres P.M.S. subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Vu l'avis n° 50000/2/V du Conseil d'Etat, donné le 3 août 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o Accord de coopération : l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française;

2^o Cellule de consultation : cellule de consultation telle que prévue à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 4, de l'accord de coopération;

3^o CCPQ : Commission communautaire des professions et des qualifications;

4° Compétence : mise en œuvre d'un ensemble organisé de savoirs, de savoir-faire et de savoir-faire comportementaux permettant d'accomplir un certain nombre de tâches;

5° IFAPME : Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

6° SFMQ : Service francophone des métiers et des qualifications;

7° SFPME : Service formation petites et moyennes entreprises créé au sein des services du Collège de la Commission communautaire française;

8° Stagiaire : apprenant en alternance au sens de l'article 1^{er}, § 1^{er}, 3°, de l'accord de coopération-cadre relatif à la Formation en alternance, conclu à Bruxelles le 28 octobre 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française.

Art. 2. § 1^{er}. L'IFAPME et le SFMPE soumettent conjointement la liste des compétences dont l'ensemble peut être sanctionné par un certificat de qualification correspondant à un titre de l'enseignement secondaire de plein exercice. Ces compétences correspondent aux critères définissant le seuil de réussite que doivent atteindre les stagiaires pour obtenir le titre visé.

§ 2. La liste des compétences est introduite par l'IFAPME et le SFMPE sur un tableau à deux colonnes permettant une comparaison entre les compétences visées par les profils établis par le SFMQ et la liste proposée. Le document de référence de la formation établi par l'IFAPME et le SFPME est annexé pour information à la liste des compétences.

A titre transitoire et jusqu'à la finalisation des travaux du SFMQ, la liste de compétences est réalisée en comparaison avec les profils de formation élaborés par la CCPQ et approuvés par le Parlement de la Communauté française.

§ 3. L'IFAPME et le SFPME proposent le titre de l'enseignement de plein exercice qu'ils estiment correspondant.

§ 4. L'IFAPME et le SFPME définissent conjointement, pour chaque section dont ils demandent la correspondance, un régime de titre(s) applicable aux formateurs. Ce régime est annexé à la liste de compétence visée au § 1^{er} de cet article.

Art. 3. L'IFAPME et le SFPME transmettent conjointement la liste visée à l'article 2 :

1° à l'Administrateur général ayant l'enseignement obligatoire et de promotion sociale dans ses attributions;

2° à la Direction générale de l'enseignement obligatoire;

3° à la Direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique;

4° au Service général de l'Inspection de l'enseignement;

5° à la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale;

6° au Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale;

7° au Conseil général de concertation de l'enseignement secondaire;

8° au Conseil pédagogique de l'enseignement de la Communauté française;

9° aux organisations représentatives des pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné.

Art. 4. La cellule de consultation comprend 16 membres répartis comme suit :

1° représentants de l'enseignement secondaire :

— le Directeur général de la Direction générale de l'enseignement obligatoire ou son délégué;

— le Président et le Vice-président du Conseil général de concertation de l'enseignement secondaire ou leur délégué;

— l'Inspecteur coordinateur de l'enseignement secondaire ou son délégué;

— un représentant de l'enseignement secondaire obligatoire confessionnel désigné par le comité de concertation de l'enseignement de caractère confessionnel en fonction du titre de l'enseignement de plein exercice visé à l'article 2, § 1^{er} du présent arrêté;

— un représentant de l'enseignement secondaire obligatoire officiel désigné par le Comité de concertation de l'enseignement de caractère non confessionnel en fonction du titre de l'enseignement de plein exercice visé à l'article 2, § 1^{er} du présent arrêté;

— le Président de la commission permanente de l'enseignement secondaire en alternance;

2° représentants de l'enseignement de promotion sociale :

— le Président de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale;

— l'Inspecteur coordinateur de l'enseignement de promotion sociale ou son délégué;

— trois représentants des réseaux d'enseignement, membres de la Commission de concertation, désignés par celle-ci, en fonction du titre de l'enseignement de plein exercice visé à l'article 2, § 1^{er} et appartenant à un autre réseau que celui auquel appartient, le cas échéant, le Président de la Commission de concertation;

3° deux représentants de l'IFAPME désignés par lui;

4° deux représentants du SFPME désignés par lui.

Art. 5. § 1^{er}. Sont invités à participer aux travaux de la cellule avec voix consultative :

1° un représentant de la Direction de l'enseignement de promotion sociale;

2° un représentant du Service d'inspection de l'enseignement de promotion sociale et un représentant du Service d'inspection de l'enseignement secondaire obligatoire. Ces derniers sont choisis en fonction du titre de l'enseignement de plein exercice visé à l'article 2, § 1^{er};

3° un conseiller pédagogique de l'IFAPME et du SFPME choisi en fonction du titre de l'enseignement de plein exercice visé à l'article 2, § 1^{er}.

§ 2. Le secrétariat de la cellule est assumé par le Secrétariat permanent de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale.

La cellule se dote d'un règlement d'ordre intérieur approuvé par le Gouvernement.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. En cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

§ 3. Quand ils participent aux réunions de la cellule, les membres du personnel relevant de la Communauté française sont en activité de service. Les membres de la cellule relevant de la Communauté française ainsi que les personnes à la collaboration de qui il est fait appel lors des réunions de la cellule ont droit au remboursement de leurs frais de parcours, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Pour l'application de l'alinéa précédent, les personnes pouvant prétendre au remboursement de leurs frais de parcours sont assimilées aux fonctionnaires du rang 13.

Art. 6. La présidence et la vice-présidence de la cellule sont assurées respectivement par le Directeur général de la Direction générale de l'enseignement obligatoire ou son délégué et par le président du Conseil général de concertation de l'enseignement secondaire. En cas d'absence des président et vice-président, le plus âgé des membres représentant l'enseignement secondaire obligatoire assume la présidence de la cellule.

Art. 7. Dans les trois mois suivant la réception de la liste des compétences, la cellule émet un avis sur la correspondance entre la proposition faite par l'IFAPME et le SFPME et le certificat de qualification concerné. Cet avis, motivé sur base des éléments établissant la correspondance entre la liste des compétences et les profils de formation, est transmis au Gouvernement de la Communauté française pour accord de principe quant à la mise en place de la formation visée et au titre qui sera délivré à l'issue de la formation concernée. Le Gouvernement de la Communauté française avertit l'IFAPME, le SFPME et les personnes visées à l'article 3 du présent arrêté de sa décision.

Art. 8. § 1^{er}. A l'issue de la première organisation de la formation concernée et au plus tard deux mois après la fin de celle-ci, le Service général d'inspection transmet à la cellule un rapport d'évaluation. Celui-ci porte exclusivement sur :

1° le niveau de capacité acquis par les stagiaires de l'IFAPME ou du SFPME;

2° le respect par l'IFAPME ou le SFPME du régime de titre(s) détenu(s) par les formateurs tel que défini à l'article 2, § 4.

§ 2. De façon à permettre au Service général d'inspection de remplir la mission décrite au § 1^{er}, l'IFAPME ou le SFPME concerné lui transmettent les informations pratiques (horaires, lieux de formation, noms et titres des formateurs...) au plus tard à la date de début de chaque activité liée à la formation visée. L'accès aux lieux de cours, aux documents des formateurs, aux documents ou productions des stagiaires et aux archives les concernant est garanti aux inspecteurs désignés par le Service général d'inspection, moyennant avertissement préalable de 15 jours et en présence du directeur du centre de formation où se déroule la formation et d'un conseiller pédagogique de l'IFAPME ou du SFPME concerné.

Art. 9. Dans les deux mois suivant la réception du rapport du Service général d'inspection, la cellule de consultation remet un avis au Gouvernement de la Communauté française quant à la correspondance entre la formation organisée par l'IFAPME ou le SFPME et le Certificat de qualification visé. La cellule de consultation doit motiver son avis et, le cas échéant, émet des propositions d'amélioration à l'IFAPME ou au SFPME.

Art. 10. Le Gouvernement de la Communauté française détermine si le titre délivré est correspondant. Il précise le moment de la prise d'effets de sa décision.

Il avertit l'IFAPME ou le SFPME et les personnes visées à l'article 3 de sa décision motivée et de la prise d'effets de sa décision.

Art. 11. Afin de permettre aux stagiaires d'avoir accès aux unités de formation permettant la délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur, la mention « correspondant au certificat de qualification de ... délivré par l'enseignement secondaire obligatoire » figurera sur le titre correspondant délivré par l'IFAPME ou le SFPME.

Art. 12. Le Service général d'inspection peut, à la demande ou d'initiative, exercer ses missions d'évaluation et de contrôle telles que définies à l'article 8 au-delà de la première organisation de la formation. Il fait régulièrement rapport à la cellule qui remet, dans un délai de deux mois à dater de la réception du rapport, un avis relatif au maintien ou non de la correspondance pour le cursus concerné au Gouvernement de la Communauté française. En cas d'avis proposant la suppression de la correspondance, le Gouvernement de la Communauté française dispose de deux mois pour notifier à l'IFAPME ou au SFPME sa décision de maintenir ou de supprimer la correspondance des titres concernés par le rapport d'inspection.

Il précise le moment de la prise d'effets de sa décision. La décision doit être motivée.

Art. 13. Les Ministres ayant l'Enseignement obligatoire et l'Enseignement de Promotion sociale dans leurs attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 septembre 2011.

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 2917

[C - 2011/29549]

29 SEPTEMBER 2011. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de vaststelling van de gelijkwaardigheid van de bekwaamheidsbewijzen uitgereikt door het « Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises » en de « Service formation petites et moyenne entreprises » opgericht binnen de Diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en hun netwerken van opleidingscentra met de bekwaamheidsbewijzen uitgereikt door het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 8 januari 2009 houdende instemming met het kadersamenwerkingsakkoord betreffende de alternerende vorming, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 mei 2011;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, betuigd op 9 juni 2011;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 4 juli 2011 van het Onderhandelingscomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde PMS Centra erkend door de Regering;

Gelet op het advies nr. 50000/2/V van de Raad van State, gegeven op 3 augustus 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor sociale promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient verstaan te worden onder :

1° Samenwerkingsakkoord : het kadersamenwerkingsakkoord betreffende de alternerende vorming, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

2° Raadplegingscel : de raadplegingscel zoals bedoeld bij artikel 3, § 1, vierde lid, van het samenwerkingsakkoord;

3° CCPQ : Commission communautaire des professions et des qualifications;

4° Bevoegdheid : implementatie van een geordend geheel van kennis, knowhow en gedragsknowhow om een aantal opdrachten te verwezenlijken;

5° IFAPME : Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

6° SFMQ : Service francophone des métiers et des qualifications;

7° SFPME : Service formation petites et moyennes entreprises opgericht binnen de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

8° Stagiair : leerling in het alternerend onderwijs in de zin van artikel 1, § 1, 3°, van het kadersamenwerkingsakkoord betreffende de alternerende vorming, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 2. § 1. Het IFAPME en de SFMPE leggen gezamenlijk de lijst voor van de bevoegdheden die door een kwalificatiegetuigschrift dat overeenstemt met een bekwaamheidsbewijs van het secundair onderwijs met volledig leerplan bekrachtigd kunnen worden. Deze bevoegdheden stemmen overeen met de criteria gebruikt om de slaagdrempel te bepalen voor de stagiairs om bedoeld bekwaamheidsbewijs te bekomen.

§ 2. De lijst van de bevoegdheden wordt door het IFAPME en de SFMPE ingediend via een tabel met twee kolommen die de vergelijking toelaat tussen de bevoegdheden bedoeld voor de profielen opgesteld door de SFMQ en de voorgedragen lijst.

Bij wijze van overgangsmaatregel en tot het einde van de werkzaamheden van de SFMQ wordt de lijst van de bevoegdheden verwezenlijkt in vergelijking met de opleidingsprofielen opgesteld door de CCPQ en goedgekeurd door het Parlement van de Franse Gemeenschap.

§ 3. Het IFAPME en de SFPME stellen het bekwaamheidsbewijs van het onderwijs met volledig leerplan voor dat volgens ze overeenstemt.

§ 4. Gezamenlijk bepalen, voor elke afdeling waarvoor ze de overeenstemming aanvragen, het IFAPME en de SFPME een stelsel van bekwaamheidsbewijzen dat op de opleiders van toepassing is. Dit stelsel wordt bij de lijst van bevoegdheden gevoegd bedoeld bij § 1 van dit artikel.

Art. 3. Het IFAPME en de SFPME zenden gezamenlijk de lijst bedoeld bij artikel 2 over aan :

1° de administrateur-generaal tot wiens bevoegdheden het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie behoren;

2° de Algemene directie Leerplichtonderwijs;

3° de Algemene directie Niet-verplicht Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;

4° de Algemene dienst Onderwijsinspectie;

5° de Overlegcommissie van het Onderwijs voor sociale promotie;

6° de Hoge raad van het Onderwijs voor sociale promotie;

7° de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs;

8° de Pedagogische raad van het onderwijs van de Franse Gemeenschap;

9° de verenigingen die de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs vertegenwoordigen.

Art. 4. De raadplegingscel bevat 16 leden verdeeld als volgt :

1° vertegenwoordigers van het secundair onderwijs :

- de directeur-generaal van de Algemene directie Leerplichtonderwijs of diens afgevaardigde;
- de voorzitter en de ondervoorzitter van de Algemene overlegraad van het secundair onderwijs of hun afgevaardigde;
- de coördinerend inspecteur van het secundair onderwijs of diens afgevaardigde;
- één vertegenwoordiger van het confessioneel secundair leerplichtonderwijs aangesteld door het overlegcomité van het confessioneel onderwijs in functie van het bekwaamheidsbewijs met volledig leerplan bedoeld bij artikel 2, § 1 van dit besluit;
- één vertegenwoordiger van het officieel secundair leerplichtonderwijs aangesteld door het overlegcomité van het niet-confessioneel onderwijs in functie van het bekwaamheidsbewijs van het onderwijs met volledig leerplan bedoeld bij artikel 2, § 1 van dit besluit;

— de voorzitter van de vaste commissie voor het alternerend secundair onderwijs;

2° vertegenwoordigers van het onderwijs voor sociale promotie :

- de voorzitter van de Overlegcommissie van het onderwijs voor sociale promotie;
- de coördinerend inspecteur van het onderwijs voor sociale promotie of diens afgevaardigde;
- drie vertegenwoordigers van de onderwijsnetten, die leden zijn van de Overlegcommissie, aangewezen door deze, in functie van het bekwaamheidsbewijs van het onderwijs met volledig leerplan bedoeld bij artikel 2, § 1 en die tot een ander net behoren als dat waartoe de voorzitter van de Overlegcommissie behoort;

3° twee vertegenwoordigers van het IFAPME en aangesteld door het instituut;

4° twee vertegenwoordigers van de SFPME aangewezen door hem.

Art. 5. § 1. Worden uitgenodigd om met raadgevende stem aan de werkzaamheden van de cel deel te nemen :

1° één vertegenwoordiger van de Directie Onderwijs voor sociale promotie;

2° één vertegenwoordiger van de Inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie en één vertegenwoordiger van de Inspectiedienst van het secundair leerplichtonderwijs. Deze laatste vertegenwoordigers worden in functie van het bekwaamheidsbewijs van het onderwijs met volledig leerplan bedoeld bij artikel 2, § 1, gekozen;

3° één pedagogisch adviseur van het IFAPME en de SFPME gekozen in functie van het bekwaamheidsbewijs van het onderwijs met volledig leerplan bedoeld bij artikel 2, § 1.

§ 2. Het secretariaat van de cel wordt door het Vast secretariaat van de Overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie waargenomen.

De cel stelt een huishoudelijk reglement op dat door de Regering goedgekeurd dient te worden.

De beslissingen worden bij de volstreekte meerderheid van de aanwezige leden genomen. Bij staking van stemmen is deze van de voorzitter doorslaggevend.

§ 3. Wanneer ze aan de vergaderingen van de cel deelnemen, worden de personeelsleden als in dienstactiviteit zijnde geacht. De leden van de cel die onder de Franse Gemeenschap ressorteren alsook de personen waarop een beroep wordt gedaan tijdens de vergaderingen van de cel hebben recht op de terugbetaling van hun reiskosten, overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

Voor de toepassing van het vorige lid worden de personen die aanspraak kunnen maken op de terugbetaling van hun reiskosten gelijkgesteld met ambtenaren van rang 13.

Art. 6. Het voorzitterschap en het ondervoorzitterschap van de cel worden respectief waargenomen door de directeur-generaal van de Algemene directie Leerplichtonderwijs of diens afgevaardigde en door de voorzitter van de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs. Als de voorzitter en de ondervoorzitter afwezig zijn, wordt het voorzitterschap van de cel door het oudste lid dat het secundair leerplichtonderwijs vertegenwoordigt waargenomen.

Art. 7. Binnen de drie maanden na de ontvangst van de lijst van de bevoegdheden brengt de cel een advies uit over de overeenstemming tussen het voorstel ingediend door het IFAPME en de SFPME en het betrokken kwalificatiegetuigschrift. Dat advies, met redenen omkleed op basis van de elementen die de overeenstemming tussen de lijst van de bevoegdheden en de opleidingsprofielen staven, wordt aan de Regering van de Franse Gemeenschap om principieel akkoord toegestuurd wat betreft het oprichten van de opleiding en het bekwaamheidsbewijs dat uitgereikt zal worden op het einde van bedoelde opleiding. De Regering van de Franse Gemeenschap verwittigt het IFAPME, de SFPME en de personen bepaald bij artikel 3 van dit besluit van haar beslissing.

Art. 8. § 1. Op het einde van de eerste inrichting van de bedoelde opleiding en ten laatste twee maanden na het einde van deze zendt de Algemene inspectiedienst aan de cel een evaluatieverslag over. Dat verslag heeft exclusief betrekking op :

1° het bekwaamheidsniveau verworven door de stagiairs van het IFAPME of de SFPME;

2° de inachtneming door het IFAPME en de SFPME van het stelsel van de bekwaamheidsbewijzen waarover de opleiders beschikken zoals bedoeld bij artikel 2, § 4.

§ 2. Om de Algemene inspectiedienst toe te laten zijn opdracht te vervullen zoals omschreven bij § 1 zenden het IFAPME of de betrokken SFPME hem de praktische informatie (uurregelingen, plaats voor de opleiding, namen en titels van de opleiders ...) over ten laatste op de datum van het begin van iedere activiteit die met de opleiding verbonden is. De inspecteurs aangesteld door de Algemene inspectiedienst hebben, mits verwittiging van 15 dagen en in de aanwezigheid van de directeur van het opleidingscentrum waar de opleiding verricht wordt en van een pedagogische adviseur van het IFAPME en de betrokken SFPME, toegang tot de leslokalen, de documenten van de opleiders, de documenten of producties van stagiairs en het archief in verband ermee.

Art. 9. Binnen de twee maanden na de ontvangst van het verslag van de Algemene inspectiedienst brengt de raadplegingscel een advies uit ten behoeve van de Regering van de Franse Gemeenschap wat betreft de overeenstemming tussen de opleiding ingericht door het IFAPME of de SFPME en het bedoelde kwalificatiegetuigschrift. De raadplegingscel moet zijn advies met redenen omkleeden en, desgevallend, brengt ze voorstellen tot verbetering ten behoeve van het IFAPME en de SFPME uit.

Art. 10. De Regering van de Franse Gemeenschap bepaalt of het uitgereikte bekwaamheidsbewijs overeenstemt. Ze bepaalt het ogenblik waarop haar beslissing uitwerking heeft.

Ze verwittigt het IFAPME of de SFPME en de personen bedoeld bij artikel 3 van haar beslissing en van de datum van uitwerking van haar beslissing.

Art. 11. Om de stagiairs in staat te stellen toegang te krijgen tot de opleidingseenheden die de uitreiking toelaten van het getuigschrift voor het hoger secundair onderwijs, zal op het overeenstemmende bekwaamheidsbewijs uitgereikt door het IFAPME of de SFPME de vermelding « stemt overeen met het kwalificatiegetuigschrift ... uitgereikt door het secundair leerplichtonderwijs » dragen.

Art. 12. De Algemene inspectiedienst kan, op aanvraag of uit eigen initiatief, zijn evaluatie- en toezichtsopdrachten uitoefenen zoals bepaald in artikel 8 na de eerste inrichting van de opleiding. Hij brengt verslag uit aan de cel die, binnen een termijn van twee maanden vanaf de ontvangst van het verslag, een advies uitbrengt betreffende het al dan niet behouden van de overeenstemming voor de betrokken cursus ten behoeve van de Regering van de Franse Gemeenschap. Raad het advies de afschaffing van de overeenstemming aan, dan beschikt de Regering van de Franse Gemeenschap over twee maanden om aan het IFAPME of de SFPME kennis te geven van haar beslissing om de overeenstemming van titels bedoeld in het inspectieverslag te behouden of in te trekken.

Ze bepaalt het ogenblik waarop haar beslissing uitwerking heeft. De beslissing dient met redenen omkleed te worden.

Art. 13. De Ministers tot wier bevoegdheden het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie behoren, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 september 2011.

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2011 — 2918

[C – 2011/29545]

6 OCTOBRE 2011. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au télétravail

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juillet 2008 relatif au télétravail dans les Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies Nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), notamment l'article 13, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de formation en cours de carrière, notamment l'article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la naissance et de l'enfance, en abrégé « O.N.E. », notamment l'article 24, § 2, modifié par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, notamment l'article 140, § 3;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 novembre 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 novembre 2010;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 18 novembre 2010;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 20 décembre 2010;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Entreprise des technologies nouvelles de l'Information et de la Communication, donné le 13 janvier 2011;

Vu l'avis du Conseil de direction du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, donné le 24 janvier 2011;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 18 janvier 2011;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Institut de la formation en cours de carrière, donné le 31 janvier 2011;

Vu le protocole de négociation n° 394 du Comité de secteur n° XVII, conclu le 4 février 2011;

Vu l'avis n° 49.558/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 mai 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'accord-cadre européen du 16 juillet 2002 sur le télétravail;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux agents statutaires et aux membres du personnel contractuel, ci-après membres du personnel, des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII.

Sont toutefois exclus du champ d'application du présent arrêté les membres du personnel contractuel engagés dans le cadre d'un contrat de travail de moins de deux ans.